



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Marché d'Intérêt National (MIN) Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancement de l'étude de définition du Schéma Directeur - Demande de subventions pour les études d'élaboration du Schéma Directeur du MIN

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre.

Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités et en particulier de logistique urbaine ou de dynamisation commerciale.

Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole notamment :

- Au niveau du développement économique : Plate-forme de distribution située au cœur d'une région très riche en production, le MIN contribue à favoriser et à fixer l'implantation sur le territoire de producteurs régionaux, de transformateurs alimentaires organisant leur « sourcing » localement et des grossistes régionaux. Les commerces indépendants s'y approvisionnent quasi quotidiennement. Il offre une diversité et une amplitude de gamme unique (prix, produit) en région.
- Au niveau social : il contribue à préserver des emplois localement (acheteurs, producteurs, transporteurs, logisticiens ...) et offre un lien de rencontre physique entre acheteurs et producteurs. Il participe à la réduction des coûts pour le consommateur final grâce à une mise en concurrence équitable entre les distributeurs. Il héberge en outre des entreprises d'insertion ainsi que des associations d'aide alimentaire qui œuvre auprès d'une population en grande précarité.
- Au niveau environnemental : grâce à son rôle de « hub », il concourt à réduire le nombre de kilomètres parcourus en camion et par ses effets de « cluster » et de mutualisation des fonctions, il développe des synergies notamment de massification des flux engendrant une réduction de l'empreinte carbone et des émissions de polluants locaux.
- Au niveau de la santé : il participe au contrôle alimentaire (meilleure traçabilité) et promeut les produits de qualité et de petites séries face à des stratégies de réduction de gamme de la grande distribution et des « hard discount » qui suivent les cahiers des charges imposés par les centrales d'achat.
- Au niveau sociétal : il apporte une réponse aux attentes pour des aliments de qualité et de proximité et aux demandes éclectiques des consommateurs (simplicité d'achat, produits bio ou ethniques, circuits courts, achat par internet, restauration collective).

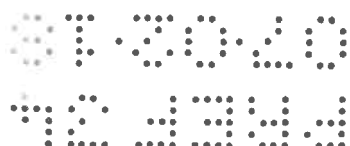
Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole apparaît indispensable.

La présente délibération vise donc à engager une première étude de définition du futur Schéma directeur du MIN, dont le montant prévisionnel estimé est de 110 000 € TTC, et autoriser son lancement.

Cette étude doit permettre d'analyser les besoins de modernisation des équipements et services proposés sur le MIN.

Il s'agira à la fois de travailler la densification des espaces, la transition énergétique du site, le renouvellement de l'offre de services aux transporteurs, collectivités, producteurs, détaillants et grossistes.

L'élaboration du schéma directeur permettra également d'améliorer son intégration territoriale à la fois en anticipant les interfaces dans le cadre du projet de requalification du quartier de la Restanque et en s'insérant dans les projets régionaux et métropolitains en matière d'alimentation de logistique et de santé publique.



Ce schéma directeur devra ainsi répondre aux cinq grands objectifs du « Pôle Alimentation méditerranéenne durable » :

- objectif 1 : contribuer au développement économique et à l'emploi local ;
- objectif 2 : favoriser une alimentation saine et durable pour tous ;
- objectif 3 : implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire ;
- objectif 4 : donner un écho local, national et international à la ville et à l'alimentation méditerranéenne ;
- objectif 5 : penser l'insertion du MIN dans la ville et dans le quartier.

En fonction de l'hypothèse retenue, un plan stratégique, chiffré et cartographié, sera proposé, incluant les facteurs clés de succès ainsi qu'une évaluation de la faisabilité opérationnelle, y compris :

- programmation foncière et immobilière ;
- élaboration d'un business plan intégrant l'ensemble des activités du MIN ;
- évolution éventuelle du modèle économique et de gouvernance du MIN, des périmètres juridiques d'intervention de la structure porteuse du MIN (modifications statutaires), du périmètre de référence (extension), fiscalité appliquée ;
- propositions relatives aux modalités de mise en œuvre du schéma directeur : financements, partenariats, opérateur(s), montage d'opération, interfaces avec la ZAC...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'étude de définition du Schéma directeur du MIN ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter toutes les subventions pour les études et les projets liés au schéma directeur du MIN ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

